

03.02.2011 - 10:30 Uhr

Sécurité à la frontière et effectif de l'AFD : le CF économise aux dépens de la population et du personnel

Bern (ots) -

À l'occasion de la conférence de presse donnée jeudi 3 février, à Berne, par le syndicat du personnel de la douane et des gardes-frontière au sujet des failles sécuritaires béantes dues au manque chronique de personnel à la Douane et au Corps des gardes-frontière (Cgfr), garaNto a une fois de plus invité le Conseil fédéral (CF), le Parlement et l'Administration des douanes (AFD) à agir rapidement et de manière conséquente.

Avec ses décisions pour la galerie du mercredi 26 janvier dernier, le Gouvernement central a montré une nouvelle fois qu'il ne prend toujours pas au sérieux les lacunes sécuritaires et qu'il n'a pas l'intention de créer des postes supplémentaires pour la Douane et le Cgfr. Certes, il octroie onze agents au Corps, mais cet appoint ne sert qu'à l'exécution des tâches liées à Schengen/Dublin et n'apporte aucun des postes nécessités d'urgence sur le terrain ou dans l'exploitation.

Lors du présent point de presse, garaNto a bénéficié de manière réitérée du concours de personnalités marquantes.

La conseillère nationale Maria Roth-Bernasconi (PS/GE) a montré la contrepartie des cures d'austérité budgétaire des dernières années : en 2003 la douane civile employait 2696 agents, sept ans plus tard ils n'étaient plus que 2340 ; 356 postes ont disparu. Et avec le programme de consolidation (PCB) 11-13, le Conseil fédéral maintient intacte sa volonté de démantèlement de la partie civile de la douane. Et la députée genevoise d'en appeler en conséquence au collège gouvernemental afin qu'il accorde à l'AFD les 60 emplois dont elle a documenté le besoin et qu'il porte la densité des contrôles dans le TMC de 0,5 % à 1 %, relèvement qui nécessiterait un surcroît de 100 postes.

De son côté, le conseiller national Hans Fehr (UDC/ZH) a pressé le CF de reconnaître, enfin, la nouvelle donne en matière de sécurité. Avec la réduction effective de 74 personnes de la dotation du Cgfr - de 2012 postes en 2003 à 1938 - les 35 agents autorisés en plus (ou devant encore l'être) affaiblissent le Corps de manière déterminante au lieu de l'étoffer. Et eu égard à l'aggravation de la situation en matière de sécurité, on ne peut plus guère parler de densité de contrôle suffisante. Se pose de surcroît la question de principe institutionnel suivante : où allons-nous si le Conseil fédéral peut s'asseoir sur une motion parlementaire ? Nous ne sommes pas prêts à l'accepter.

André Eicher, lui, est revenu à la charge en faveur du passage de 340 à 400 agents de l'effectif autorisé pour la région garde-frontière de Genève. Cette mesure s'impose, car dans le sillage de l'entrée de la Suisse dans l'espace Schengen 150 douaniers ont été retirés de la frontière pour travailler aux contrôles d'identité à l'Aéroport international. La reprise par le Cgfr en 2008 du contrôle

des personnes à l'aéroport de Genève s'est faite avec précipitation et prématurément. Le secrétaire central de garaNto critique le commandement central à Berne pour cette mauvaise gestion. Et de rappeler les postulats du syndicat depuis 2008: 200 agents supplémentaires à la fois pour le Cgfr et pour la douane civile et le relèvement en conséquence des crédits du personnel. Plus le temps passe, plus les événements au bout du lac et l'aggravation des risques à la frontière prouvent le bien-fondé de cette revendication.

Contact:

André Eicher, secrétaire central de garaNto, tél. 079 380 52 53

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003695/100618481> abgerufen werden.